

LE 3 MAI 1936, LA GAUCHE QUI S'EST PRÉSENTÉE UNIE SOUS L'APPELLATION FRONT POPULAIRE, REMPORTE LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES.

147 socialistes, 106 radicaux, 61 communistes et 51 « dissidents » (communistes et socialistes) forment la nouvelle majorité à la chambre. C'est un succès, pas un triomphe, il s'en est fallu d'un basculement de 2 % des voix par rapport aux élections de 1932 pour que la gauche accède enfin au pouvoir.

Cette victoire est l'aboutissement d'un processus commencé le 6 février 1934. Ce jour-là, à Paris, une émeute conduit l'extrême droite et les ligues aux portes du Palais-Bourbon. Devant ces menées factieuses encouragées par les succès fascistes en Allemagne et en Italie, la gauche réagit. **Le 15 février 1934, ses deux courants principaux, socialistes et communistes, qui s'étaient durement combattus depuis la scission du Congrès de Tours, voient leurs deux cortèges se rejoindre, à la suite de la grève déclenchée par la CGT, aux cris d'« Unité ».** 18 mois plus tard, un « pacte d'unité d'action contre le fascisme et les décrets gouvernementaux » est signé par les deux partis et un an après par les radicaux.

POUR LA PREMIÈRE FOIS, UN SOCIALISTE ENTRE À MATIGNON.

Léon Blum, leader incontesté du Parti socialiste, devient Président du Conseil à la tête d'un gouvernement que les communistes soutiennent sans y participer et qui comprend pour la première fois en France trois femmes, dont Irène Joliot-Curie, alors qu'elles n'ont toujours pas le droit de vote.



Manifestation du Front populaire devant le Panthéon

le 6 février 1934 suite au scandale Stavisky, manifestants d'extrême droite déclenchent une émeute place de la Concorde. Le service d'ordre tire sur la foule, faisant une vingtaine de morts et une centaine de blessés.





Léon Blum a soixante-quatre ans quand il prend en main les destinées de l'Etat. C'est un intellectuel, un esprit fin, raffiné et sensible, empreint de raison et de doute. Ecrivain, journaliste, critique littéraire et dramatique, c'est un homme de culture. Son engagement au côté du peuple et son origine juive lui font subir la haine de la droite et des antisémites, nombreux dans le pays.

Le nouveau gouvernement de Front populaire doit entrer en fonction le 4 juin.

Mais entre temps, un mouvement de grève d'une puissance inégalée éclate. Usines et bureaux sont occupés par leurs salariés dans une atmosphère de joie et de fête. Expression d'une dignité ouvrière affirmée, c'est un mouvement sans haine de tout un peuple qui pour une des rares fois dans l'histoire de France a le sentiment que les gens qui le dirigent ne s'oppose pas à lui mais le soutient.



Grève dans la bonne humeur aux galeries Lafayette.

Le patronat est obligé de tenir compte de cette déferlante.

LE 4 JUIN, IL SIGNE AVEC LE GOUVERNEMENT ET LA CGT LES ACCORDS MATIGNON QUI PRÉVOIENT

- L'AUGMENTATION DES SALAIRES
- LA RECONNAISSANCE DE LA LIBERTÉ SYNDICALE
- L'ÉLECTION DES DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL DANS LES ENTREPRISES
- LES 40 HEURES DE TRAVAIL PAR SEMAINE ET LES CONGÉS PAYÉS

Mesures sociales mais aussi culturelles qui vont faire connaître aux classes populaires des réalités qu'elles n'approchaient que de loin :

culture, loisirs, vacances.



Bal populaire pendant les grèves de 1936.



LA DROITE ET LE POUVOIR ÉCONOMIQUE MULTIPLIENT LES ATTAQUES CONTRE LE GOUVERNEMENT.

Blum doit faire face à la détérioration de la situation financière et les campagnes qui mettent en cause le patriotisme du ministre de l'intérieur, Roger Salengro, provoquent son suicide le 18 novembre 1936. Alors que la non-intervention dans la guerre d'Espagne divise la gauche, le rejet du Sénat de son projet de redressement des finances publiques conduit Blum à la démission le 20 juin 1937.

Le gouvernement de Front populaire ne sera resté qu'un an et dix sept jours au pouvoir mais son action est encore présente dans le cœur des Français.

1936 MARQUE UNE CÉSURE IMPORTANTE DANS LES CONDITIONS DE VIE DES TRAVAILLEURS. RESTENT DANS LA MÉMOIRE COLLECTIVE LA SEMAINE DE 40 HEURES ET LES CONGÉS PAYÉS, des moments autres que ceux dédiés à des travaux abrutissants et répétitifs, où l'on peut enfin se reposer, rêver, découvrir.

DES INTELLECTUELS & DES ARTISTES ACCOMPAGNENT LE MOUVEMENT.

Un magazine créé pour appuyer l'action du Front populaire, Vendredi, réunit ses trois courants politiques, le socialiste Jean Guéhenno, le radical André Chamson et le communiste André Wrumser.

«Vendredi», hebdomadaire du Front populaire. Avec Louis Martin Chauffier, Jean Guéhenno, Andrée Viollis, André Wrumser, André Chamson.



Le groupe Octobre va dans les usines occupées jouer des pièces de son plus célèbre adhérent : Jacques Prévert.

Le cinéma se veut le reflet de cette époque dans des films comme « La belle équipe » de Julien Duvivier ou « Le crime de Monsieur Lange » et « La vie est à nous » de Jean Renoir.



Départ en vacances
gare de Lyon à Paris



le tandem est un excellent moyen de transport pour partir en vacances



les auberges de jeunesse fondées en 1907 par l'Allemand Richard Schirmann se développent en France sous l'impulsion de Léo Lagrange.

L'image perdue de ces Français qui, en vélo ou en train vont pour la première fois voir la mer, de ces jeunes gens et de ces jeunes filles gais et sportifs qui fréquentent les auberges de jeunesse alors que résonne le « Y a d'la joie » de Charles Trénet.

A l'origine de ces démarches, se trouve un jeune député du Nord Léo Lagrange.

Il hérite d'une nouvelle compétence ministérielle au titre éloquent, le sous-secrétariat d'Etat au Sports et à l'organisation des loisirs.

Il s'agit de faire accéder le plus grand nombre aux activités culturelles et sportives et à la découverte des joies de la campagne, de la montagne et de la mer.

Léo Lagrange négocie avec le patronat des chemins de fer une réduction de 40 % pour les salariés et crée le billet populaire de congé annuel dont bénéficie 600 000 personnes dès l'été 1936.



ON ASSISTE ALORS À UNE DÉMOCRATISATION DE LA PRATIQUE SPORTIVE

avec la multiplication des stades, la formation des entraîneurs, la création du brevet sportif populaire **ET À UN ESSOR CULTUREL** que Blum appelait de ses vœux dès 1919 :

« Je ne crois pas que ni la révolution sociale, ni l'état intermédiaire qui la prépare et en rapprochera le moment, doivent avoir uniquement pour objet de procurer au prolétariat un bien-être matériel. Le prolétariat, qui est la force agissante du monde par son travail, a droit, si je puis dire, à toutes les fleurs que ce travail fait naître, à toutes les jouissances de la culture, à toutes les jouissances de l'art. »



Plage des Sables d'Orlonne en 1936.



DR
Luis Jovet dans *La Folle de Chaillot* de Giraudoux.



©AFP
Charles Dullin, acteur, metteur en scène et directeur de théâtre.

Pour Léo Lagrange, les loisirs sont « autre chose que le non-travail : une ouverture au monde ». Le jour même de sa nomination, il en donne le sens :

« Il ne peut s'agir dans un pays démocratique de caporaliser les loisirs, les distractions et le plaisir des masses populaires et de transformer la joie habilement distribuée en moyen de ne pas penser...

Notre objectif consiste à recréer le sens de la joie et de la dignité.

Il faut mettre à la disposition des masses toutes les espèces de loisirs. Que chacun choisisse. Il faut ouvrir toutes les routes afin que chacun puisse participer au jeu libre et équitable de la démocratie. »

C'EST À PARTIR DU FRONT POPULAIRE QUE SE NOUENT LES LIENS ENTRE CULTURE ET EDUCATION POPULAIRE.

Le gouvernement prolonge la scolarité jusqu'à quatorze ans. Grâce au ministre de l'éducation Jean Zay, le cinéma, le phonographe, la radio ou l'éducation physique pénètrent progressivement dans les classes.

C'est la naissance des colonies de vacances, des CEMEA (Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active).

Le théâtre français est à son apogée. C'est l'époque du cartel qui réunit les quatre grands maîtres que sont Jovet, Dullin, Baty et Pitoëff. Edouard Bourdet prend la direction de la Comédie française.

Léo Lagrange et Jean Zay auront un destin tragique. Léo Lagrange tombe sous les balles allemandes lors de l'offensive de l'Aisne le 9 juin 1940. Jean Zay, condamné par le régime de Vichy à la déportation à vie, est assassiné par des miliciens lors d'un transfert de prison. Ils avaient tous les deux quarante ans...



©AFP
Jean Zay entouré d'enfants dans un théâtre de marionnettes.



LA REVOLUTION FRANCAISE

MODERNITE DE CONDORCET

En matière de culture et d'éducation populaire, le Front populaire aura une postérité. Il a aussi un héritage. C'est celui de la Révolution française. Un homme l'a incarné mieux que quiconque : Condorcet. Mathématicien, philosophe, économiste, homme politique, défenseur de toutes les causes, il a lutté pour l'égalité des droits de toute l'humanité : noirs, protestants, juifs, femmes. Premier des républicains, avant même Robespierre, il vote contre la mort du roi par aversion pour la peine de mort.



Le chant de la Marseillaise.



Hommes et adolescents viennent s'offrir à la Patrie.



Avant la Révolution, famille réduite à la mendicité.



Il avait compris que le peuple n'avait qu'une arme pour être vraiment libre : l'éducation. Condorcet prône une instruction « universelle », « égale », « complète », gratuite, indépendante de tout dogme et de tout pouvoir. « Son rapport et projet de décret sur l'organisation générale de l'instruction », approuvé le 18 avril par un comité élu par l'Assemblée nationale pose **les premières bases de l'éducation populaire** : *l'instruction doit être universelle, c'est-à-dire s'étendre à tous les citoyens. Elle doit être répartie avec toute l'égalité que permettent les limites nécessaires de la dépense, la distribution des hommes sur le territoire, et le temps plus ou moins long que les enfants peuvent y consacrer. Elle doit, dans tous les âges de la vie, assurer la facilité de conserver leurs connaissances ou d'en acquérir de nouvelles... Nous avons observé que l'instruction ne devrait pas abandonner les individus au sortir de l'école, qu'elle devait embrasser tous les âges, qu'il n'y en avait aucun où il ne fut possible et utile d'apprendre ».*



"Le Serment du Jeu de Paume" de David. L'assemblée jure de ne pas se séparer avant d'avoir donné une constitution à la France.

Statue de Condorcet, quai Conti à Paris.

JEAN MACE ET LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

Tout au long du 19^e siècle, de grandes figures ont lutté contre l'ignorance et l'obscurantisme et pour que le savoir pénètre dans toutes les couches de la société, surtout dans celles qui en sont tenues à l'écart.

Le plus célèbre est **Victor Hugo** :

« Le cœur du peuple mis en communication avec le cerveau de la France. Voilà comme je comprendrais l'éducation publique nationale. »

CET APÔTRE DE L'INSTRUCTION LIBRE, GRATUITE, LAÏQUE ET OBLIGATOIRE AURA EU LA SATISFACTION À LA TOUTE FIN DE SA VIE DE VOIR SES SOUHAITS RÉALISÉS AVEC LES LOIS DE JULES FERRY.

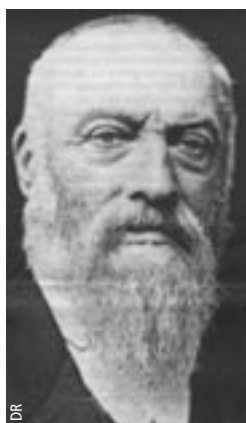


DR
Victor Hugo.



Jules Ferry.

Un autre homme a milité pour la même cause : **Jean Macé**. Issu d'une famille ouvrière, il consacre sa vie à l'accès au savoir et à la culture de tous. Le 25 octobre 1866, il lance, dans « L'Opinion nationale », une invitation au rassemblement de « *tous ceux qui désirent contribuer au développement de l'instruction dans leur pays* ».



DR
Jean Macé.

Cet appel qui rencontre un écho immédiat aboutira à la création de la Ligue de l'enseignement.

La mobilisation que déclenche la nouvelle organisation n'aura pas été sans effet sur l'avènement de l'école publique.

Ajoutant la pratique au discours,

MACÉ CRÉE DES BIBLIOTHÈQUES, DES COURS PUBLICS, DES SOCIÉTÉS OUVRIÈRES D'INSTRUCTION, DES CENTRES D'ENSEIGNEMENT POUR LES JEUNES FILLES.

La Ligue de l'enseignement, aujourd'hui forte de 2 000 000 d'adhérents et à laquelle sont affiliées 30 200 associations, est encore aujourd'hui l'un des plus importants mouvements d'éducation populaire.



École de Baigny-des-Gamaches.



© Musée de Saint-Denis

En 1833, la loi Guizot renforce la loi de 1816 qui oblige chaque commune à ouvrir une école pour dispenser des cours gratuits aux enfants pauvres et ouvre des cours d'adultes.

Après 1871, La classe ouvrière met un certain temps à se remettre du traumatisme de la défaite sanglante de la Commune qui avait mis en avant certains droits, notamment l'enseignement laïque et gratuit, l'enseignement professionnel assuré par les travailleurs, la cantine et les fournitures scolaires gratuites. L'instruction est conçue comme une émancipation par les travailleurs pour les sortir de leur condition d'exploités, analyser la société qui les opprime, revendiquer des droits.

Sous la III^e République naissent les premières Bourses du Travail qui se forment en fédération avant de fusionner avec la CGT et dont l'un des buts est d'assurer l'éducation primaire, professionnelle, sociale mais aussi socialiste des travailleurs. Les Bourses mettent en place des bibliothèques comme celle de Paris qui comprenait au début du XX^e siècle 2700 ouvrages.



Bourse du Travail de Paris.

© Coll. CEDIAS (Musée Social)

LES OUVRIERS REVENDIQUENT DES COURS DU SOIR QUI NE SOIENT PAS SIMPLEMENT UTILITAIRES MAIS OUVRENT SUR LE MONDE, L'HISTOIRE, L'ÉCONOMIE, L'ART.



© DR, photographie - HUGO COE

Ici et là naissent des **universités populaires** où des intellectuels enseignent au peuple les bases du savoir et des musées du travail qui mettent en lumière un patrimoine et une culture ouvrière.



Forum 1988 © A. Bugat.

Après la défaite de 1940, le gouvernement de Vichy cherche à embrigader la jeunesse. De fait, les chantiers de jeunesse n'ont rien à voir avec les auberges de jeunesse. Mais ces tentatives échouent et la volonté de faire du centre d'Uriage l'école des cadres de la collaboration capote, certains de ses membres rejoignant la Résistance.

Avec la lutte contre l'occupant, se forge dans certains secteurs de la Résistance l'idée de construire une France nouvelle plus égalitaire et plus juste en osmose avec l'idéal de l'éducation populaire. En 1943, est créé Peuple et Culture, où l'on retrouve des anciens d'Uriage comme Benigno

Caceres ou Joffre Dumazedier, dont l'objectif est de

**« rendre le peuple à la culture...
et rendre la culture au peuple ».**

Le 4 octobre 1944, naît, sous la houlette d'André Philip, commissaire à l'intérieur du gouvernement provisoire d'Alger, « la République des Jeunes » qui allait devenir la Fédération Française des Maisons de Jeunesse et de la Culture.



Fête folklorique de la jeunesse, août 1941



André Philip

« Nous voulons, dans la réalisation progressive d'un plan décennal, couvrir de Maisons des Jeunes, urbaines et rurales, tout le territoire français... Celles-ci devront comprendre des services communs, restaurant coopératif, douches, bibliothèque, salle de gymnastique, salle de spectacle et de réunion, qui seront mis à la disposition de tous. Il lui faudra aussi des locaux assez spacieux pour que chaque mouvement de la localité, éducatif, religieux, politique, puisse avoir son siège, chaque organisation ayant sa vie et son activité propre mais se rencontrant avec les groupements voisins, prenant peu à peu l'habitude de cohabiter avec eux et d'entreprendre en commun certaines activités. »



« Il faut que chaque Municipalité comprenne la nécessité, de même qu'elle a un groupe scolaire, de susciter une Maison (de la Jeunesse et de la Culture) ».

Le vœu d'**André Philip** est en partie exaucé. Les MJC pratiquent la cogestion, exercice démocratique qui réunit les adhérents, les travailleurs de l'institution et les représentants des pouvoirs publics et des collectivités locales. La direction de l'éducation populaire et des mouvements de jeunesse qui se constitue au sein de l'éducation nationale est confiée à Jean Guehenno.



Pour les vacances des milliers de bicyclettes sont chargées dans les wagons comme ici à la gare de Lyon en juillet 1948.



©Coll. CDDT

Village de vacances.



©MJC Argenteuil

Atelier de poterie à la MJC d'Argenteuil.

ON ASSISTE À UNE FLORAISON DE NOUVELLES STRUCTURES, NOTAMMENT DANS LE MONDE OUVRIER : TRAVAIL ET CULTURE, TOURISME ET TRAVAIL.

Créées à l'initiative du Conseil national de la Résistance, avec comme objectif un rôle de consultation sur les décisions des entreprises et la gestion des œuvres sociales, **les comités d'entreprises s'orientent vers les loisirs et la culture et deviennent des promoteurs du tourisme social.**

La Ligue de l'enseignement se reconstitue, reprend le flambeau du combat laïque, intègre Peuple et Culture et participe à la création « d'un grand mouvement laïque de la jeunesse » dont les membres se désigneront par le diminutif des Francas, « Francs et Franches camarades ». En 1950, c'est la création de la Fédération Nationale Léo Lagrange.

Une parisienne présente son bébé à un soldat américain lors de la Libération de Paris le 25 août 1944.





Manifestation lors du projet de révision de la loi Faloux en 1994.



Rassemblement de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne à Bercy en présence de l'abbé Pierre et de Soeur Emmanuelle.



Rencontre entre syndicalistes et artistes.

Le courant laïque trouve son inspiration chez Condorcet : l'éducation est la voie qui mène à la citoyenneté et à la démocratie.

Elle ne doit être soumise à aucun pouvoir, aucune idéologie, aucun dogme. Son idéal de société est républicain : liberté, égalité, fraternité.

L'accès de tous à l'éducation et à la culture, « **l'instruction gratuite, obligatoire et laïque** » est son combat permanent dans la lignée de la Ligue de l'enseignement, vieille de 140 ans.

Le courant chrétien, principalement catholique, s'inscrit dans une tradition morale, d'assistance, d'entraide et de propagation de la foi.

L'éducation catholique, monopole sous l'ancien régime, continue au XIXe siècle en prodiguant également des cours aux adultes. L'Association Catholique de la Jeunesse Chrétienne se scinde en plusieurs associations : Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), Jeunesse Agricole Chrétienne (JAC), Jeunesse Etudiante Chrétienne (JEC)...

En 1840, se crée les Patronages. La hiérarchie n'accepte pas toujours la vocation sociale de ces mouvements, comme celui du Sillon de Marc Sangnier, qui fonde les Equipes sociales et les Instituts populaires.

Le courant ouvrier se développe parallèlement à la structuration du syndicalisme. D'inspiration proudhonienne, marxiste ou anarchiste, **il prône la défense de l'autonomie culturelle des ouvriers, et l'autoéducation de la classe ouvrière.** Les bourses du travail, les universités populaires et les comités d'entreprise en seront tour à tour les vecteurs.



LES TENTATIVES DE DEMOCRATISATION DE LA CULTURE

LE THÉÂTRE NATIONAL POPULAIRE, LE MOUVEMENT DES CINE-CLUBS.



Dans les années 50, la culture donne lieu à polémique, contrairement à l'époque du temps populaire. Le distinguo entre culture d'avant-garde et culture populaire et avec le stalinisme, entre culture prolétarienne et culture bourgeoise, bat son plein. C'est l'époque où même le communiste Picasso se voit reprocher un portrait de Staline jugé iconoclaste.



Pablo Picasso devant un portrait de Staline lors du Congrès pour la paix à Rome en novembre 1949.

Portrait de Staline réalisé par Picasso paru dans l'hebdomadaire communiste *Les Lettres Françaises*.



Dans le même temps, se développe le mouvement des ciné-clubs qui forme toute une génération de cinéphiles. Lycées, entreprises, quartiers voient fleurir ces nouvelles structures, animées par des bénévoles, où les films de répertoire sont présentés, vus et débattus. Des fédérations sont créées (UFOLEIS sous l'égide de la Ligue de l'enseignement, la Fédération française des Ciné-Clubs) qui se regroupent au sein d'une fédération internationale.

DES TENTATIVES DE DÉMOCRATISATION DE LA CULTURE VOIENT NÉANMOINS LE JOUR. JEAN VILAR REPREND EN 1951 LE THÉÂTRE NATIONAL POPULAIRE,

créé par Firmin Gémier en 1920, qui connaît une véritable consécration. Ce fils de mercier rêvait d'un « *théâtre pour le peuple, pour l'ouvrier des villes aussi bien que pour celui des campagnes isolées* » qu'il concevait « *comme un service public, tout comme l'eau, le gaz, l'électricité* ». Fondateur du festival d'Avignon en 1947, il enrôle dans sa troupe la vedette de cinéma la plus adulée, Gérard Philippe, et amène un large public aux chefs-d'œuvre du théâtre mondial en s'appuyant sur les collectivités (établissements scolaires, comités d'entreprise).



La prise en compte par l'État de l'Éducation populaire remonte au Front populaire avec la reconnaissance d'associations comme les Auberges de Jeunesse. Le gouvernement de Vichy crée un système de subvention et d'agrément que la Libération ne remet pas en cause, mais qu'elle libéralise. Placée sous la tutelle du Ministère de l'Éducation Nationale, puis en 1964 de la Jeunesse et des Sports, la Direction des Mouvements de Jeunesse et d'Éducation populaire est confiée à un homme du Front populaire, l'écrivain Jean Guehenno.



Jean Guehenno.



Bureau d'une MJC



Bureau d'accueil du Ministère de la culture.

GUÉHENNO CRÉE DES CENTRES D'ÉDUCATION POPULAIRE ET UN CORPS D'INSTRUCTEURS SPÉCIALISÉS, LES CONSEILLERS D'ÉDUCATION POPULAIRE ET DE JEUNESSE.

Les mouvements d'éducation populaire ne recevaient des fonds que d'adhérents et de donateurs et leurs animateurs étaient bénévoles. **Désormais, on assiste à une institutionnalisation et à une professionnalisation croissante** : création de l'INEP (Institut national d'Éducation Populaire) devenu Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation (INJEP), du FONJEP (Fonds de Coopération de la Jeunesse et de l'Éducation populaire) qui gère les crédits destinés à la formation professionnelle des animateurs.



Ateliers organisés par la mairie d'Aubervilliers pour des enfants défavorisés.

Cette professionnalisation sera renforcée à partir des années 60 avec l'animation socioculturelle qui donne lieu à toute une série de diplômes d'État.



Manifestation des MJC de France en 1980, pour demander des subventions supplémentaires.



©AFP
André Malraux, ministre d'État chargé des affaires culturelles, inaugure la Maison de la culture qui s'élève près du Stade d'ouverture des JO de Grenoble, le 3 février 1968.

La V^e République institue un Ministère des Affaires Culturelles. André Malraux en est le titulaire

pendant toute la période au pouvoir du Général de Gaulle de 1959 à 1969. Il privilégie les auteurs et les œuvres. Il veut faire des Maisons de la Culture, dont la première est inaugurée au Havre en 1961 et dont chaque département aurait dû être doté, des temples voués à la création. Mais il n'y en a à ce jour que 7 sur tout le territoire français.



La peinture du plafond de l'Opéra Garnier confié à Chagall par Malraux, souleva une grande polémique.

Le concept d'animation culturelle, après le mouvement de contestation générale de mai 1968, a tendance alors à se confondre avec celui d'éducation populaire, voire à se substituer à lui. On compte plus de 5 000 animateurs socioculturels en France en 1985.

De Condorcet au Front populaire l'éducation populaire s'est toujours voulue permanente « à tous les âges de la vie ». Sous la pression de la nouvelle donne économique fondée sur une perpétuelle innovation qui demande des travailleurs mobiles dans leur corps et dans leur tête, une série de lois va institutionnaliser cette aspiration : **lois de 1971 sur l'éducation permanente, loi sur la formation continue.**

Des organismes de formation remplissent alors des tâches accomplies depuis toujours par les mouvements d'éducation populaire, mais avec une visée d'abord commerciale.

La formation tout au long de la vie devient l'impératif des programmes politiques.

L'éducation permanente fait désormais partie des missions des établissements d'enseignement, la formation continue pénètre les entreprises.



©CFDT/Michel Rillon
Club troisième âge cours d'allemand



©CFDT/Jean Pottier



Salariés sur les planches du TEP les 26-27 juin 1987.

QUE RESTE T-IL DE L'HÉRITAGE DU FRONT POPULAIRE DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION POPULAIRE, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS ?

Pour ce qui est du tourisme social, les acquis sont indéniables.

Certes, près de la moitié des Français ne partent toujours pas en vacances. Mais l'ensemble des courants d'éducation civique ou populaire, mouvements, associations, syndicats, collectivités territoriales ont développé des structures de tourisme social. Ce secteur réunit le quart de l'hébergement touristique en France. Il accueille plus de huit millions d'usagers. Des initiatives au succès croissant comme Paris Plage montrent que la soif de vacances ne s'est pas éteinte.

SELON LES VŒUX DE LÉO LAGRANGE, LA PRATIQUE SPORTIVE S'EST BEAUCOUP DÉVELOPPÉE.



Paris Plage une opération, conçue pour ceux qui ne partent pas en vacances, plébiscitée par la population parisienne.



Le centre Pompidou, un des lieux d'exposition de la capitale qui attire un grand public.

Beaucoup de fédérations sportives sont en croissance et des sports réservés autrefois aux classes sociales favorisées comme le tennis se sont démocratisés. On compte en France près de 15 000 000 de licenciés toutes disciplines confondues.

Sur l'accès à la culture, le bilan est beaucoup plus mitigé. Le rêve de Jean Vilar ne s'est pas réalisé. Ses successeurs au sein du TNP, malgré leurs efforts louables, ont vu leur public se restreindre aux classes moyennes et supérieures. Les grandes expositions attirent du monde, la France a un réseau de bibliothèques gratuites important, mais la pratique culturelle des Français reste inégalitaire :

LA DÉMOCRATISATION DE LA CULTURE N'EST PAS ENCORE UNE RÉALITÉ POUR LA MAJORITÉ DES HABITANTS DES QUARTIERS POPULAIRES.



©MJC Argentineuil

Ce constat et les bouleversements qui ont affecté le monde doivent amener les mouvements d'éducation à la réflexion. Alors que des membres du pouvoir politique et du pouvoir économique leur reprochent de ne pas assurer un rôle de régulation sociale, de ne « plus être suffisamment sur le terrain » des cités désocialisées et acculturées, leur rôle s'avère pourtant irremplaçable.

PRIS DANS LA CONTRADICTION D'UNE SOCIÉTÉ OÙ L'ÉDUCATION JOUE UN RÔLE DE PLUS EN PLUS IMPORTANT avec l'accroissement des connaissances et la primauté du savoir, comme moteur du développement, où la fracture sociale est tout autant une fracture culturelle, voir numérique, **mais où croissent les inégalités** et où les principes contraires aux visions traditionnelles de ces mouvements - goût du collectif, humanisme, universalisme - dominant.

Quelle réponse les mouvements d'éducation populaire donneront-ils à l'individualisme et aux aspirations identitaires ?

Comment lutter efficacement contre la **marchandisation** qui envahit les territoires de l'éducation et de la culture ?

Comment repenser l'éducation face aux nouveaux moyens de diffusion du savoir et de la culture que sont la télévision, Internet, l'informatique ?



La télévision est le premier vecteur de la culture et de la communication.



Atelier de lecture destiné aux enfants des quartiers défavorisés durant l'été.

Autant de questions qui sont autant de défis et probablement parmi les plus importants de ce XXI^e siècle.



l'Héritage de 1936

Culture,
Loisirs,
Education populaire



©AFP